



Agenda politique

Forums sur l'égalité des générations (FEG)

Autonomie corporelle et Académie de la santé sexuelle et reproductive

Recommandations conjointes de l'Alliance MenEngage pour les dirigeants de la coalition pour l'action

Justification

Les femmes, les filles et les personnes de diverses orientations sexuelles font partie des strates de la population qui ont le moins accès à l'éducation et aux services de santé sexuelle et reproductive. Ce fléau assez récurrent dans le monde, les prive ainsi du droit humain à la santé qui englobe les droits sexuels et génésiques. Plus de 47 000 femmes décèdent chaque année à la suite d'un avortement^[1] à risque. Dans les pays en développement, 214 millions de femmes n'ont toujours pas accès aux contraceptifs modernes,^[2] plus de 290 000 femmes meurent chaque année de causes liées à une grossesse non désirée^[3] et 19 % des filles tombent enceintes avant l'âge de 18 ans.^[4]

Le contrôle de la sexualité et de la reproduction des femmes est un élément clé du patriarcat et une caractéristique uniforme des sociétés du monde entier. Le contrôle social de la fécondité et de l'autonomie reproductive des femmes est souvent renforcé par des lois et politiques qui, avec le temps, ont restreint l'accès des femmes aux solutions contraceptives sous le prétexte d'augmenter ou de réduire la taille de la population. En privant les jeunes d'une éducation sexuelle appropriée et les femmes de soins d'avortement sûrs et légaux, elles ont rendu ces dernières prisonnières de leur corps, incapables d'éviter les grossesses précoces ou non désirées et même de s'affranchir de la violence conjugale.

De même, la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre continuent de se manifester dans le monde entier à un rythme alarmant. La résolution 38/43 du Conseil des droits de l'homme, détaillant les conclusions de l'expert indépendant sur les questions *d'orientation sexuelle, reprend plusieurs études approfondies qui montrent que les lesbiennes, les homosexuels, les bisexuels, les transgenres et les personnes non conformes en matière de genre sont largement exposés aux violences physique et sexuelle*^[5] et que, dans la plupart de ces cas, *l'orientation sexuelle ou l'identité de genre joue un rôle clé dans la perpétration de ces abus.*^[6] Les données disponibles montrent que ces personnes sont presque inévitablement confrontées à la violence au cours

¹ Fiche d'information de l'OMS 2016, <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs351/en/>

² Ibid., 12 (OMS)

³ Guttmacher Institute et UNFPA, décembre 2017, <https://www.guttmacher.org/sites/default/files/factsheet/adding-it-up-contraception-mnh-2017.pdf>

⁴ UNESCO (2015) Evidence émergente, leçons et pratiques en éducation sexuelle complète: un examen global: https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/CSE_Global_Review_2015.pdf

⁵ Kimberly H. McManama O'Brien, Richard T. Liu, Jennifer M. Putney, Taylor A. Burke et Laika D. Aguinaldo, «Suicide and automutilation in gender and sexual minorities» in LGBT Health: Meeting the Needs of Gender et les minorités sexuelles, K. Bryant Smalley, Jacob C. Warren, Nikki Barefoot, éd. (Springer Publishing Company, New York, 2017), pp. 181–198.

⁶ Karel Blondeel, Sofia de Vasconcelos, Claudia García-Moreno, Rob Stephenson, Marleen Temmerman et Igor Toskin, «La violence motivée par la perception de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre: une revue systématique», Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé, vol. 96, n° 1, 2018, pp. 29–41.

de leur vie et qu'en règle générale, elles vivent chaque jour dans la crainte, conscients de cette réalité.

La société civile a vu au fil des années ses espaces et ressources être réduites. Dans ce contexte, les organisations affiliées et les groupes féministes et de défense des droits sexuels et reproductifs ont de plus en plus du mal à **jouer leur principale fonction qui est la surveillance des actions de l'État. Pour envenimer la situation, on a assisté à une criminalisation accrue de la dissidence** ; les défenseurs des droits de la femme, ^[7] les activistes de la communauté LGBTQIA, ^[8] les activistes des droits sexuels et reproductifs et leurs organisations faisant l'objet d'attaques ^[9] ciblées et voyant leur **accès au financement direct s'éloigner.**

Sur un autre plan, les droits sexuels et génésiques, la reconnaissance et la protection des droits humains de la femme mais aussi les engagements internationaux en faveur de l'égalité des genres continuent d'être remis en question et **sont combattus par des groupes réfractaires aux progrès réalisés dans le monde en faveur de la protection des droits universels de l'homme.**

Les groupes fondamentalistes traditionnels et religieux, les leaders politiques autoritaires, les régimes autocratiques, les organisations racistes et les groupes d'intérêt économique néolibéraux qui profitent des inégalités sociales sont quelques-uns des acteurs qui cherchent à inverser les progrès réalisés au cours des dernières décennies. Aux Nations unies, le Brésil, la Russie, le Saint-Siège et les États-Unis mènent la levée de bouclier contre les résolutions en faveur de l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs

La santé, les droits et le bien-être en matière de sexualité et de procréation sont des aspects essentiels de la vie humaine et des éléments importants des politiques et initiatives de développement. **Pour un meilleur accès de tous à la santé ainsi qu'aux droits sexuels et génésiques, il est primordial de surmonter les obstacles que constituent les lois, les politiques et les normes sociales. Ces freins qui empêchent les hommes, notamment les jeunes, d'accéder aux informations sur la sexualité et la reproduction et d'utiliser les produits et services liés à la santé sexuelle et reproductive.** ^[10]

Nombre de ces obstacles sont courants dans les pays en développement alors qu'ils sont rares dans les nations les plus développées. Ils empêchent donc le plein épanouissement des filles du sud de la planète tout en ne posant aucun risque pour le développement des hommes et des garçons du nord de la planète. L'accès aux produits liés à la santé sexuelle, y compris les produits d'hygiène menstruelle, les préservatifs, les différents contraceptifs et les tests de grossesse, mais aussi les médicaments pour le traitement des infections urinaires et des infections sexuellement transmissibles sont quelques-uns des obstacles auxquels sont confrontées les filles et les jeunes femmes dans de nombreux pays en développement. Dans ce contexte, il leur est impossible de recevoir une éducation complète, de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

⁷ HCDH (2010), Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, 16e session du Conseil des droits de l'homme

⁸ HCDH (2015), Rapport annuel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général, [Suivi et mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne](#), Conseil des droits de l'homme Vingt-neuvième session, 4 mai 2015

⁹ Section des droits des femmes et de l'égalité des sexes, HCDH (2014), One Pager on [the Situation of Women Human Rights Defenders](#)

¹⁰ Starrs AM, Ezeh AC, Barker G et al., Accelerate progress - sexual and reproductive health and rights for all: rapport de la Commission Guttman-Lancet, The Lancet, 2018

L'accès universel aux soins de santé et l'éducation sexuelle complète (ESC) en milieu scolaire et extrascolaire sont essentiels au plein développement de toutes les sociétés et nations, et à l'édification d'une génération saine et productive de personnes entrant dans l'âge adulte. La recherche montre que des informations précises sur la reproduction, la sexualité et le consentement fourni à un âge approprié, librement et dans un cadre respectueux, préviennent des grossesses non désirées et des IST, ainsi que des abus et violences sexuels et encourage les pratiques saines et l'autogestion.

Les questions relatives à la santé et aux droits sexuels et génésiques sont souvent considérées, de façon étroite et à tort, comme un besoin de santé non essentiel, et généralement décrites comme un problème de femme. Le fait que la santé et les droits sexuels et reproductifs ne soient pas prioritaires dans les budgets nationaux, perpétue les difficultés auxquelles les femmes, les filles et les personnes de la communauté LGBTQIA+ sont confrontées lorsqu'elles ont besoin de soins médicaux. En reconnaissant qu'ils ont leurs propres besoins en matière de santé et en refusant de cautionner cette absence d'intérêt pour cette question essentielle, les hommes et les garçons pourront également profiter de l'amélioration des soins de santé. C'est cette conduite qui explique en partie ce désintéressement pour les soins médicaux.

En outre, de nombreux hommes négligent leurs propres besoins en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs tout comme ceux de leurs partenaires et de leurs familles.

Les normes sexospécifiques rigides et les obstacles structurels limitent le recours des hommes aux services de santé sexuelle et reproductive, notamment le dépistage et le traitement du VIH. On constate ainsi que des centres de santé ne sont pas préparés pour traiter les problèmes de santé spécifiques aux hommes. Les femmes et les filles doivent non seulement supporter une grande partie de la charge liée à leur propre santé et à celle de leur famille, mais aussi subir le manque d'implication des hommes qui résulte sur l'envol des coûts et l'imposition inutile de pesanteurs sur les systèmes de soins de santé.

Les actions menées auprès des hommes et des garçons dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs ont permis d'accroître l'utilisation des services par les hommes, et de les inciter à soutenir et à respecter la santé et les droits sexuels et reproductifs de leur partenaire. Cette implication, à son tour, améliore la santé des femmes, des enfants et des hommes eux-mêmes. Les soins de santé et les systèmes économiques liés aux soins sont essentiels à notre bien-être collectif, comme l'a illustré la pandémie de covid-19. Il incombe aux hommes et aux garçons de contribuer à l'amélioration de l'accès aux soins de santé, aux services sanitaires de qualité et sans préjugés, ainsi qu'à l'élimination des obstacles liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Nous sommes fermement convaincus que la santé et les droits sexuels et reproductifs sont essentiels à la santé et au bien-être de toutes les personnes, quel que soit leur genre ou leur identité ou orientation sexuelle. **Les hommes et les garçons ne vivent pas en vase clos, ils ont des besoins en matière de santé et des droits liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. C'est pourquoi ils doivent travailler aux côtés des femmes, des filles et des personnes d'identités sexuelles diverses pour assurer le plein accès de tous à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.** L'action conjointe avec les hommes et les garçons doit remettre en question les lois et les politiques qui ne respectent pas les engagements internationaux en matière de droits de l'homme, y compris la santé sexuelle et reproductive. Elle doit soutenir les alliés de la justice sociale qui luttent en faveur de l'acceptation de la santé sexuelle et reproductive comme soins de santé essentiels et pour l'accès universel aux soins de santé.

L'engagement des hommes et des garçons dans la santé et les droits sexuels et reproductifs dans une optique de droits de l'homme inclusifs reconnaît que les normes de genre limitées et opposées font obstacle à la santé et au bien-être. Parmi les exemples de réussite, on peut citer les politiques qui soutiennent les programmes illustrant les avantages pour la santé qu'il y a à disposer de services sanitaires respectueux, accueillants, sans préjugés, à l'écoute des personnes souffrantes et qui répondent à leurs besoins en matière de santé. Des études ont montré que la violence à l'égard des femmes, la violence liée au sexe et l'homophobie ont un impact direct sur la santé physique et mentale des personnes. Ces abus empêchent ainsi les personnes de se faire soigner lorsqu'elles en ont besoin.

En s'impliquant, les hommes peuvent avoir une influence positive sur leur propre santé et sur celle des personnes dont ils ont la charge, que ce soit dans leur propre famille ou dans leur communauté. Dans de nombreuses régions du monde, la santé des femmes et des filles est gravement menacée par des pratiques néfastes telles que les mariages précoces et forcés, les mutilations génitales féminines et les avortements illégaux. Les initiatives qui s'appuient sur des données probantes pour sensibiliser les hommes au rôle qu'ils peuvent jouer en écoutant, s'informant et soutenant les femmes et filles ayant des besoins en matière de santé peuvent produire des changements en cascade au-delà de leur foyer immédiat. Exiger et promouvoir des soins d'avortement sûrs et accessibles là où ils sont légaux est l'une de ces initiatives. Promouvoir l'éducation des filles en s'opposant au mariage forcé est un autre moyen de prévenir les grossesses précoces et les problèmes de santé affectant les filles de moins de 18 ans.

En outre, pour éliminer les pratiques néfastes, notamment les croyances traditionnelles qui privent les femmes et les filles de leur droit à la santé et à l'éducation, nous devons travailler ensemble, nous engager auprès des décideurs politiques, des chefs religieux, des éducateurs et des prestataires de soins de santé pour accélérer le changement et protéger la santé des personnes. L'un des moyens d'atteindre cet objectif est de nouer des partenariats afin de mieux comprendre les pratiques préjudiciables, de briser le silence et de faciliter les échanges entre les décideurs politiques, les prestataires de services et les dirigeants communautaires, notamment les femmes et les jeunes.

Le rôle des hommes dans le cadre conjugal est également important pour la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes. Les recherches ^[11] montrent que, dans plusieurs pays, un pourcentage élevé de femmes et de filles affirment avoir associé un partenaire masculin à la décision d'avorter. Nous savons que les normes de genre limitent souvent l'accès des filles et des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris l'avortement sans risque. La vie des hommes est également affectée par l'avortement, mais il est rare qu'ils s'expriment en grande partie à cause des normes de genre liées à la masculinité, qu'ils racontent leur histoire ou qu'ils soutiennent l'avortement sûr et légal. Nous pensons que nous devons travailler pour nous assurer que l'implication des garçons et des hommes dans la santé et les droits sexuels et reproductifs soit toujours positive et centrée sur le respect de la pleine autonomie corporelle des filles et des femmes.

Les normes sociales néfastes liées à la masculinité constituent des obstacles à la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Elles constituent les principaux facteurs de discrimination, de stigmatisation et de violence à l'égard des femmes, des filles et des personnes ayant une identité et une orientation sexuelles différentes. De plus en

¹¹ Résultats de l'enquête internationale sur les hommes et l'égalité des sexes (enquête IMAGES) dans divers pays:
<https://promundoglobal.org/programs/international-men-and-gender-equality-survey-images/>

plus, le rôle déterminant des hommes et des garçons dans la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs est reconnu. La recherche ^[12] a démontré que de bons résultats en matière de santé chez les femmes et les filles sont obtenus lorsque les hommes et les garçons sont impliqués en tant que partenaires et alliés responsables. Bon nombre de mesures récentes visant à limiter l'accès des femmes à un avortement sûr et légal ont été prises par des chefs d'État et des décideurs politiques, dont la plupart sont des hommes. En conséquence, nous exhortons les hommes et les garçons, de tous les niveaux de la société, à s'exprimer et à interpeller les autres hommes et garçons qui souhaitent limiter les droits des filles, des femmes et des personnes de diverses orientations sexuelles à disposer de leur propre corps.

Stratégies

MenEngage Alliance soutient sans réserve les activistes, les organisations et les mouvements LGBTQIA+, de défense des droits des femmes, les féministes et celles en faveur de la santé sexuelle et reproductive qui plaident pour :

- **Le droit à une éducation sexuelle complète (ESC)**, fondée sur la science et respectueuse des droits universels et égaux de l'homme, et qui traite des notions, attitudes et comportements des garçons et des jeunes hommes en rapport avec la sexualité, le pouvoir, les privilèges, les identités de genre, les masculinités, l'autonomisation des femmes et des filles et les droits génésiques.
- **Le droit à l'avortement sans risque pour toutes les personnes susceptibles de tomber enceintes**, avec accès aux informations et aux méthodes d'avortement sans risque, y compris aux solutions de prise en charge autonome, et la nécessité d'impliquer les hommes et les garçons en tant qu'alliés significatifs dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées aux DSSR, y compris à l'avortement sans risque.
- **Le droit de toutes les personnes à l'autonomie et à l'intégrité corporelles, sans discrimination ni pratiques coercitives**, en faisant en sorte que les hommes et les garçons comprennent et acceptent mieux le fait que les droits de l'homme s'appliquent à toutes les personnes, qu'aucun droit n'est supérieur à celui d'un autre ^[13] et que personne ne devrait se voir refuser son droit à la santé.
- **Le droit de bénéficier de systèmes et de politiques de soins de santé qui servent et protègent la santé ainsi que les droits sexuels et reproductifs de toutes les personnes** en s'efforçant de lutter contre les discriminations et les inégalités entre hommes, femmes et personnes non conformes au genre, en ce qui concerne l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, y compris dans les sphères décisionnelles, publiques et privées, et ce afin de transformer les normes, attitudes et croyances sexistes.
- **L'accès universel à la santé sexuelle et reproductive** dans le cadre de la couverture sanitaire universelle (CSU) et la surveillance de l'application des droits, à la santé et aux besoins de toutes les femmes et filles, de tous les hommes et garçons, et des groupes marginalisés souvent exclus de l'accès aux soins de santé et à l'éducation de

¹² Greene ME, Walston N, Jorgensen A, Sambath MR et Hardee K (2006) From Adding to the Burden to Sharing the Load: Guidelines for Male Implication in Reproductive Health in Cambodia. Washington, D.C. : Futures Group, POLICY Project. Voir également Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) et Instituto Promundo (2007) Engager les hommes et les garçons pour parvenir à l'égalité des sexes: comment pouvons-nous tirer parti de ce que nous avons appris? Washington, D.C. : ICRW

¹³ L'autonomie corporelle est comprise comme englobant également les identités et les expériences SOGIESC, conformément aux principes de Yogyakarta: <https://yogyakartaprinciples.org/relating-to-the-right-to-the-highest-attainable-standard-of-health-principle-17/>

base, y compris l'accès au traitement du VIH et une meilleure qualité de vie pour les personnes vivant avec le VIH et l'accès au traitement de prévention du VIH pour tous, en particulier dans les pays à faible statut social et économique où la séroprévalence est encore élevée.

- **Faire progresser tous les efforts visant à impliquer les hommes et les garçons et à transformer les masculinités en matière de droits sexuels et reproductifs par le biais d'approches féministes, transformatrices de genre, fondées sur les droits de l'homme, intersectionnelles et responsables**, qui cherchent à démanteler le patriarcat et à transformer les normes sociales autour des masculinités, des relations de pouvoir inégales et des causes profondes de la violence et de la discrimination à l'égard de toutes les femmes, filles et personnes ayant une identité et une orientation sexuelle différente.

D'autres stratégies incluent :

- La promotion d'une éducation sexuelle complète dans les écoles, visant à fournir des informations précises avec emphase sur le genre, les diversités d'orientation sexuelle, les identités et expressions de genre ainsi que les caractéristiques sexuelles, les masculinités et les relations saines.
- L'interpellation des hommes et des jeunes hommes dans les programmes de santé maternelle, comme point d'entrée pour les encourager à s'impliquer davantage dans la santé de leur partenaire ainsi que dans la leur.
- La promotion de l'accès à des supports de communication éducatifs informatifs pour les hommes et les garçons, y compris les hommes et les garçons d'identités sexuelles diverses, afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées dans le cadre d'une relation amoureuse, sur leur santé et leur rapport avec leurs droits sexuels, sans coercition, violence, stigmatisation ou discrimination.
- L'instauration d'environnements favorables et sûrs pour les personnes de diverses orientations sexuelles afin qu'elles puissent choisir librement qui elles aiment ou avec qui elles ont des relations sexuelles sans craindre la stigmatisation, la discrimination et la violence.
- La mise sur pied de services de santé adaptés aux jeunes, ainsi que des espaces d'échange entre pairs et la promotion d'un apprentissage entre et parmi les garçons et les filles, et visant à briser les tabous autour de la sexualité.
- L'action en synergie avec les femmes et les filles pour garantir l'accès à un avortement sûr et légal, et soutenir les femmes avant, pendant et après un avortement ;
- L'interpellation des hommes et des garçons pour une meilleure acceptation des mesures contraceptives et la promotion d'une éducation et de services à cette fin ;
- Le plaidoyer en faveur d'une compréhension et d'une acceptation plus larges de la diversité et des droits sexuels ainsi que des liens entre les représentations négatives de la masculinité et la violence et la discrimination à l'égard des personnes ayant une identité et une orientation sexuelles différentes.
- La sensibilisation à une prise en compte des problèmes liés à la SSR rencontrés par les garçons et les hommes afin que soient partagées les responsabilités en matière de SSR.